



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Emmanuel Macron estimait "possible" de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, 70 000 venant des collectivités et 50 000 de l'Etat pendant sa campagne de 2017. "Ce n'est pas un objectif, mais un référentiel, **ce sera aux ministres de faire des choix**", se bornait à compléter le leader d'En Marche!.

C'est la quatrième rentrée préparée par M. Blanquer. Bon élève et cherchant à se faire remarquer, **celui-ci est entré dans une frénésie à l'approche de la fin du quinquennat**. Il fait du zèle. Il doit supprimer des postes et vite. Ce principe a été appliqué à l'hôpital depuis des années ... on en voit le triste résultat.

Deux leviers sont alors mis en place pour atteindre cet objectif :

- **Le premier est le recours à l'augmentation substantielle des heures supplémentaires**, le ministère et le Rectorat parlant de « compensation ». Cela ne s'appelle pas une compensation. En substituant des hommes et des femmes par des heures supplémentaires, c'est se moquer totalement de la charge de travail qui va peser sur les personnels.
- **Le second levier est la réévaluation des seuils à la hausse** avec l'honteux 29 élèves en 6ème et surtout l'ubuesque nombre de 29,75 sur les niveaux 5ème-4ème-3ème afin de s'autoriser des classes à 30.

Ainsi, en 4 ans, il y a eu dans l'Aube en collège :

- contrairement à tout ce qui peut être avancé, hors SEGPA, **c'est bien une augmentation de 61 élèves que l'on peut observer** (+61 dont +0 à cette rentrée). En les incluant, on arrive effectivement à une baisse mais de seulement ... 8 élèves ;
- **98 suppressions de postes dont 33 pour la rentrée 2021** pour seulement 38 créations (dont 13 créations cette année);
- **11 divisions supprimées en collège dont 8 pour la rentrée prochaine sans compter celles de SEGPA**. La moyenne d'élèves par classe atteint le triste record de 25,44. Ce nombre n'a jamais été atteint depuis au moins 2012.

Et pour cette rentrée 2021 plus spécifiquement :

- **Malgré la honteuse rehausse des seuils collèges, il demeure toujours du surbooking**. 8 établissements auraient **des classes à 30** (4ème de Piney, 5ème

de Sainte Savine, 4ème de Bouilly, 4ème de Vendeuvre, 3ème de Brienne, 5ème d'Arcis, 4ème de Lusigny, 4ème et 3ème de Méry).

- **Le pourcentage des HSA a augmenté très sensiblement**, représentant plus de 10% de la dotation globale dans 19 établissements de l'Aube. Les collègues y sont contraints d'avoir des services avec **2 HSA imposées, ou plus sous la menace de suppression d'un dispositif pédagogique**. Cette pression est d'autant plus forte en lycée, quasiment tous les collègues sont à 2 HSA. **Les enseignants épuisés par deux années scolaires fortement perturbées par la crise sanitaire ne veulent plus voir leur charge de travail alourdie.**
- **Pour les lycées, l'échec de la dernière réforme et l'hypocrisie qui en découle s'affiche encore par la fermeture de 4 options** « en raison d'un nombre insuffisant d'élèves » alors que l'on nous promettait qu'ils auraient le choix et qu'ils pourraient suivre des options en fonction de leurs appétences.
- **Les seuils lycée restent indécentement à 35-36 élèves par classe**. La situation sanitaire demandant de limiter le brassage, cette variable a été bien tardivement prise en compte par le ministère, propageant le virus activement dans les établissements et dans le département.
- Puisqu'il n'y a pas de petites économies, **s'ajoute aux suppressions l'équivalent de 2 postes administratifs et de 2 postes d'aide laboratoire.**

Depuis des années, nous dénonçons, à chaque préparation de rentrée, ce mode de gestion qui nous prive des moyens nécessaires à notre fonctionnement.

Aucune mesure n'est guidée par le souci pédagogique et la recherche d'une meilleure réussite scolaire. Il s'agit de faire des économies aux dépens du secteur éducatif.

Nous nous opposons à cette conception de l'école et nous demandons :

- que **la dotation des établissements soit abondée des heures postes nécessaires** pour couvrir tous les besoins indispensables et d'avoir une véritable politique de remplacement ;
- de **revenir à des seuils permettant la réussite de tous, à tous les échelons de la scolarité.**

Monsieur le DASEN, nous ne doutons pas que la répartition des moyens sera sans aucun doute équitable et transparente mais c'est tout ce que vous pouvez garantir ?

Enfin, l'annonce de la fermeture des établissements scolaires et le passage à l'école à distance est **un aveu d'échec de la stratégie de Jean-Michel Blanquer qui porte une lourde responsabilité dans cette situation.**

Pendant des mois, le ministre de l'Éducation nationale a nié la réalité de la circulation du virus en milieu scolaire. Pendant des semaines, il a refusé les

propositions de la FSU qui visaient à articuler protection immédiate et prévention afin d'éviter cette situation, réduisant le débat à l'opposition fermeture contre ouverture, **refusant de voir les solutions intermédiaires**. La semaine dernière, Jean-Michel Blanquer balayait d'un revers de la main le sujet vacances scolaires en prétextant que cela relevait de la « *pensée magique* » car « *on se contamine moins à l'école qu'en vacances* ».

Aujourd'hui face à la 3eme vague, les écoles, collèges et lycées replongent dans les affres de l'enseignement à distance. La fracture numérique n'a pas été résorbée, les outils numériques sont toujours aussi faillibles et se pose à présent les questions des conséquences administratives de l'avancement des vacances mais aussi sur comment organiser les examens de fin d'année. L'annulation du grand oral et des aménagements des épreuves de Français sont nécessaires et des décisions rapides doivent être prises. Mais le déni du ministre a obéré toute possibilité de préparation sérieuse.

Pour l'après confinement, des conditions de reprise très cadrées seront nécessaires comme des tests massifs pendant plusieurs semaines pour surveiller la circulation du virus. L'école à distance creuse les inégalités, cela suppose des mesures immédiates pour fournir aux équipes les moyens d'accompagner les élèves ce qui suppose notamment, pour revenir à la thématique de cette réunion, de revenir sur les suppressions de postes programmées pour la rentrée 2021.

Réunion, dont au passage, nous pouvons encore nous demander l'intérêt, puisqu'elle se tient après la fermeture du mouvement intraacadémique.

L'Éducation nationale est essentielle à la vie du pays : les personnels tiennent le service public d'Éducation, seuls, depuis des mois. Les grands discours ne suffisent pas : il faut enfin des mesures fortes pour renforcer et protéger le service public d'Éducation et ses personnels.



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**